

paroisse de Sainte-Rose, aussi longtemps que ces terres appartiendront à Jean-Baptiste Demers, ou ses héritiers, et qu'elles seront exploitées comme terres à culture par ces derniers; et à cette fin l'évaluation desdites terres ne pourra excéder cinquante piastres de l'arpent, y compris les bâtisses erigées sur icelles.

Entrée en vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAP. 105

Loi constituant en ville la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice a, par sa pétition, représenté:

Que, par suite de la subdivision et de la vente de certains terrains comme lots à bâtir dans la municipalité, et de l'érection en villes des municipalités environnantes, les dispositions du Code municipal ne répondent plus au besoin de ses habitants;

Qu'elle désire être constituée en corporation de ville, sous le nom de "La ville de Saint-Léonard de Port Maurice", sujette à l'application de la loi des cités et villes, avec certaines modifications et restrictions;

Que des doutes se sont élevés sur la légalité du règlement numéro 41, relatif à l'ouverture du "Grand Boulevard" dans les limites de la municipalité, suivant la loi 4 George V, chapitre 100, et approuvé à l'unanimité par les propriétaires intéressés; que copie dudit règlement et de l'avis de convocation des propriétaires intéressés n'a été publiée, par erreur, qu'une fois dans des papiers-nouvelles anglais et français; qu'il est de l'intérêt public de déclarer légal, obligatoire et valide, le plan général de la municipalité, fait et préparé par F.-C. Laberge, arpenteur-géomètre;

Qu'après la sanction de la loi 4 George V, chapitre 100, relative au "Grand Boulevard", dont le plan a été préparé par F.-C. Laberge, arpenteur-géomètre, il a été nécessaire d'apporter certaines modifications et additions audit plan, dans le but de faciliter les

expropriations requises; qu'il est opportun de ratifier le plan dudit "Grand Boulevard", préparé par ledit F.-C. Laberge, et portant la date du 8 février 1913;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La ville de Saint-Léonard de Port-Maurice com-
prend le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice dans ses limites actuelles, savoir: commençant en un point situé au centre du chemin de la Côte Saint-Michel, vis-à-vis la ligne de division entre les lots Nos 369 et 370 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; puis allant vers le sud-ouest, en suivant le milieu du chemin de la Côte Saint-Michel, jusque vis-à-vis la ligne de division nord-est du lot No 438; puis de là, tournant vers le sud-est, traversant ledit chemin et suivant la ligne de division entre les lots Nos 437 et 438, jusqu'au lot No 437a; et traversant ledit lot No 437a, avec la direction précédente, jusqu'aux terrains appartenant au village incorporé de la Côte Visitation; puis de là, tournant vers le nord-est, en suivant la ligne de division entre le village incorporé de la Côte Visitation et la paroisse du Sault-au-Récollet, et continuant dans une direction sinueuse nord-sud-est et nord-est, en suivant la ligne de division entre la paroisse de la Longue-Pointe et la paroisse du Sault-au-Récollet, jusqu'au lot 443 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe; puis suivant la ligne sud-est dudit lot No 443 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot No 440; puis tournant dans une direction sud-est, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 440, 442 et 441 du lot No 326, jusqu'à la ligne sud-est du lot No 441, et de là, allant vers le nord-est, en suivant le trait-carré des lots Nos 441, 440, 439, 438, 437 et 436, traversant la montée Saint-Léonard, puis continuant dans une direction sinueuse nord, nord-est et sud-est, en suivant les traits-carrés des lots Nos 435, 434, 433, 432, 430, 429, 428, 426, 424, 423, 420, 419, 418, 417, 416, 415, 414 et 410; puis tournant vers le nord-ouest, en suivant la ligne sud-ouest de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, jusqu'au trait-carré du lot No 505; puis de là, vers le sud-ouest, le nord-ouest et le sud-est, en sui-

Limites de la ville.

vant les sinuosités de la ligne sud-est de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, jusqu'à la ligne nord-est de la paroisse du Sault-au-Récollet; puis tournant vers le sud-est, en suivant la ligne nord-est du lot No 2 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, jusque vis-à-vis la ligne sud-est dudit lot No 2; puis tournant vers le sud-ouest et le sud-est, en suivant les traits-carrés des lots Nos 2, partie de 3, 409, 408, 407, 406, 404, 403, 401, 400, 399, 398, 397, 396, 395, 394, 392, 387, 388, 386, 385, 384, 383, 382, 381, 380, 379, 376, 374, 371 et 370, jusqu'à la ligne nord-est du lot No 368; puis tournant vers le sud-est, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 368 et 369 du lot No 370, jusqu'au chemin de la Côte Saint-Michel, et continuant dans la même direction, jusqu'au centre dudit chemin, étant le point de commencement.

Constitution
en corpora-
tion.
Nom.

2. Les habitants et contribuables de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice forment une corporation de ville sous le nom de La ville de St-Léonard de Port Maurice.

Dispositions
applicables.

3. Cette corporation sera régie par la loi des cités et villes (arts 5256 à 5884, inclusivement, des Statuts refondus, 1909), sauf en ce que celle-ci peut avoir d'incompatible avec la présente loi.

Succession.

4. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits, obligations, privilèges, biens, créances et actions de la corporation de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, et la remplace à toutes fins que de droit.

Procès-ver-
baux, etc.

5. Tous les procès-verbaux, rôles de cotisation, titres, règlements, ordres, listes, rôles, plans, résolutions, ordonnances, conventions, dispositions, engagements ou actes municipaux quelconques, actuellement en vigueur dans le territoire mentionné dans la section 1 de la présente loi, continueront à avoir pleine vigueur et entier effet jusqu'à ce qu'ils soient annulés, amendés, résiliés ou accomplis, à moins qu'ils ne soient incompatibles avec la présente loi.

Composition
du conseil.

6. Le conseil municipal sera composé d'un maire et de six échevins élus pour deux ans.

Première élec-
tion.

7. La première élection générale du maire et des échevins aura lieu le premier jour juridique du mois

de février 1917, la mise en nomination pour cette élection aura lieu le troisième lundi de janvier 1917, et l'officier-rapporteur pour cette première élection sera le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, et le maire et les conseillers actuels de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice sont continués dans leurs fonctions respectives jusqu'à ladite élection ou jusqu'à leur remplacement, conformément à la loi des cités et villes.

8. Les articles 5283, 5284 et 5285 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliquent pas à la ville, mais, Dispositions non applicables, etc. cependant, sur règlement approuvé par le vote des deux tiers des membres du conseil, la ville pourra être divisée en quartiers, et les articles 5283, 5284 et 5285 lui seront alors applicables; et les articles 5302, 5370, 5371, 5377, 5380, 5382, 5397 et 5423 des Statuts refondus, 1909, qui sont abrogés pour la ville par la présente loi, et l'article 5422 qui est modifié tel que dit ci-après pour la ville, s'appliqueront alors également à cette dernière dans le texte original, à partir du moment où le conseil par le vote des deux tiers de ses membres comme susdit, aura décidé que la ville sera divisée en quartiers.

9. Le paragraphe 1 de l'article 5422 des Statuts S. R., 5422, am. pour la ville. refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"5422. 1. Dix électeurs habiles à voter et dont les Présentation. noms sont inscrits sur la liste électorale en vigueur de la municipalité, peuvent présenter un candidat à la charge de maire, et dix électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur ladite liste électorale peuvent présenter un candidat à la charge d'échevin pour la municipalité, en signant, dans l'un et l'autre cas, un bulletin de présentation, selon la formule "H" s'il s'agit du maire, et selon la formule "I" s'il s'agit d'un échevin, portant les nom et prénoms, la résidence et la profession ou l'occupation du candidat présenté, de telle manière que l'identité de ce candidat puisse être suffisamment établie et en remettant ce bulletin de présentation à l'officier-rapporteur au jour, à l'heure et à l'endroit indiqués dans l'avis de l'officier-rapporteur publié conformément à l'article 5419, ou en le faisant remettre à l'officier-rapporteur ainsi qu'il est ci-après mentionné".

Dispositions
non applica-
bles.

10. Les articles 5302, 5370, 5371, 5380, 5397, 5423 et 5373 (deuxième alinéa) des Statuts refondus, 1909, ne s'appliquent pas à la ville.

Votation.

11. La votation doit avoir lieu à un seul endroit désigné par résolution du conseil, ou, à son défaut, par l'officier-rapporteur.

Idem.

12. Les électeurs votent à cet endroit, mais ne peuvent voter qu'une fois pour l'élection du maire et qu'une fois pour chacune des six charges d'échevins. Les dispositions de la loi des cités et villes relatives à la division en arrondissements et aux sous-officiers-rapporteurs, dans les limites de la municipalité, ne s'appliqueront à la ville qu'à partir du moment où la ville, par le vote des deux tiers des membres de son conseil, aura décidé comme susdit la division en arrondissements de votation.

Id., 5382,
rempl. pour la
ville.

13. L'article 5382 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Devoir du
maire au sujet
de la liste.

"5382. Le maire est tenu de voir à ce que la liste des électeurs de la municipalité soit faite comme dit ci-dessus, et il peut démettre de ses fonctions le greffier, dans le cas de refus, et de négligence de la part de ce dernier de faire ladite liste, comme susdit, et aussi tout employé municipal manipulant telle liste illégalement".

Règlements
concernant:

14. En sus des pouvoirs qui lui sont accordés par la loi des cités et villes, le conseil peut aussi :

Les subdivi-
sions de ter-
rains, etc.;

a. Réglementer les subdivisions et resubdivisions des propriétés immobilières dans les limites de la ville et obliger les propriétaires à soumettre à l'approbation du conseil tous nouveaux plans de subdivisions, avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, ou lorsque le conseil les jugera contraires à l'intérêt public;

L'imposition
d'une taxe sur
poteaux, etc.

b. Imposer et prélever, par règlement, une taxe annuelle sur tous les poteaux de télégraphe, de téléphone, de lumière ou de pouvoir électrique, dans les rues, places et chemins publics de la ville, pourvu que cette taxe n'excède pas vingt-cinq centins par année pour chaque poteau.

Cette taxe sera recouvrable des propriétaires des poteaux et sera due pour tels poteaux, ainsi existant dans la ville, excepté les poteaux de télégraphe situés

sur la propriété des compagnies de chemin de fer et en usage par ces compagnies.

15. Est déclarée valide l'approbation des électeurs municipaux intéressés, propriétaires de biens-fonds de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, donnée le 27 mai 1914 au règlement No 41 pourvoyant à l'ouverture du Grand Boulevard, dans les limites de ladite municipalité; et ledit règlement No 41, est ratifié, confirmé, déclaré valide et autorisé, à toutes fins que de droit.

Validation d'un vote relatif au règlement No 41.

16. Le plan dudit Grand Boulevard préparé par F.-C. Laberge, arpenteur-géomètre, et portant la date du 8 février 1913, indiquant les lignes dudit "Grand Boulevard" dans les limites de la municipalité, est ratifié et déclaré légal et valide, sujet à l'homologation mentionnée dans la section 1 de la loi 4 George V, chapitre 100.

Plan du Grand Boulevard, ratifié, etc.

17. L'article suivant est ajouté, pour la ville, après l'article 5713 des Statuts refondus, 1909:

Id., 5713a, aj. pour la ville.

"5713a. Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de terre en culture qui aurait été détachée, comme lots de ville, ou faire évaluer de la même façon et en tout temps, séparément, tout lot d'une subdivision de terre qui sera portée à sa connaissance, après l'homologation du rôle d'évaluation annuel".

Terres en culture sur le rôle d'évaluation.

18. Les officiers et employés municipaux actuels de la ci-devant municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice resteront en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat ou engagement ou jusqu'à leur remplacement, suivant la loi, et ils demeureront durant ce temps revêtus de tous les droits, pouvoirs et privilèges qui leur appartiennent et soumis à tous les devoirs qui leur sont imposés.

Officiers, etc., continués en fonction.

19. L'article 5556 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Id., 5556, remp. pour la ville.

"5556. Les séances du conseil continueront d'être tenues à l'endroit où elles se tiennent actuellement tant que le conseil n'en aura pas décidé autrement, par résolution".

Endroit des séances.

Plan de la
ville, validé,
etc.

20. Le plan général de la municipalité, fait et préparé par F.-C. Laberge, arpenteur-géomètre, et en date du 2 décembre 1914, est déclaré légal, valide et obligatoire pour la municipalité, pour les propriétaires intéressés et pour toutes autres personnes, et les dispositions de l'article 5644 des Statuts refondus, 1909, s'appliqueront; mais ce plan ne sera exécuté que lorsque le conseil le jugera à propos.

Contrats, etc.
relatifs aux
ouvrages mu-
nicipaux.

21. Le conseil pourra faire tous arrangements ou contrats avec la cité de Montréal, ou toutes corporations municipales voisines, relativement à tous ouvrages municipaux, dans lesquels la ville et toutes autres corporations municipales pourront être intéressées, et particulièrement en ce qui concerne les cours d'eau, la confection ou l'entretien des chemins, rues et ruelles totalement ou partiellement limitrophes, ainsi que la jonction et la mise en commun des systèmes d'éclairage, d'égouts et d'aqueducs et autres services publics.

Vote de cer-
taines compa-
gnies.

22. Toute compagnie possédant des immeubles dans les limites de la ville de Saint-Léonard de Port Maurice aura le droit de voter, par son agent ou représentant autorisé, à toute élection et sur tout règlement ou toute résolution qui sera soumise au vote des électeurs municipaux, et, dans ce dernier cas, suivant le montant d'évaluation pour lequel ladite compagnie paie des taxes, ledit montant à être fixé d'après le taux des taxes alors en vigueur.

Exercice de ce
vote.

Le droit de vote de cette compagnie ne peut être exercé que si elle donne le nom de son agent ou représentant autorisé, au greffier de la ville, au moins cinq jours avant la date fixée pour telle élection ou pour l'approbation ou la désapprobation du règlement.

Chemins, etc.,
n'apparte-
nant pas à la
ville, etc.

23. Si une avenue ou un chemin n'appartenant pas à la municipalité, mais ouvert au public et employé comme tel et sur lequel des lots ont été vendus, a besoin de réparations, le conseil pourra, à la requête d'un ou de plusieurs des acheteurs de ces lots, forcer le ou les propriétaires dudit chemin ou de ladite avenue à faire ces réparations, et si elles ne sont pas faites dans le délai fixé par le conseil, celui-ci pourra les faire faire à la charge de ces propriétaires et en recouvrer le coût de ces derniers.

Entrée en vi-
gueur.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.